

## PRAYERS

Madam Speaker informed the House that the Clerk of the House had laid upon the Table the Three Hundred and First Report of the Clerk of Petitions, stating that he has examined the petition signed by residents of the Constituencies of St. Catharines, Welland and Niagara Falls, in the Province of Ontario, concerning the taxation of employer-sponsored health, dental and vision care plans, presented by the honourable Member for St. Catharines (Mr. Reid), on Monday, July 12, 1982, and finds that the petition meets the requirements of the Standing Orders as to form.

Madam Speaker informed the House that the Clerk of the House had laid upon the Table the Three Hundred and Second Report of the Clerk of Petitions, stating that he has examined the petition signed by members of the Pentecostal Tabernacle of Port Colborne, in the Province of Ontario, concerning Bill C-10, An Act respecting Canadian non-profit corporations, presented by the honourable Member for Erie (Mr. Fretz), on Monday, July 12, 1982, and finds that the petition meets the requirements of the Standing Orders as to form.

Pursuant to Standing Order 39(4), the following two Questions were made Orders of the House for Returns:

No. 4,343—*Mr. Howie*

In the fiscal year ending March 31 (a) 1981 (b) 1982, were outside lawyers in New Brunswick employed by the Department of Justice and, if so, in each case (i) what was his/her name (ii) what amount was paid?—Sessional Paper No. 321-2/4343.

No. 4,350—*Mr. Crouse*

In the fiscal year ending March 31 (a) 1981 (b) 1982, were outside lawyers in Nova Scotia employed by the Department of Justice and, if so, in each case (i) what was his/her name (ii) what amount was paid?—Sessional Paper No. 321-2/4350.

Mr. Smith, Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, presented,—Returns to the foregoing Orders.

The House resumed debate on the motion of Mr. Johnston, seconded by Mr. Ouellet,—That Bill C-124, An Act respecting compensation in the public sector of Canada, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

And debate continuing;

## PRIÈRE

Madame le Président fait savoir à la Chambre que le greffier a déposé sur le Bureau le trois cent unième rapport du greffier des pétitions, qui fait connaître qu'il a examiné la pétition signée par des résidents des circonscriptions électorales de St. Catharines, Welland et Niagara Falls, dans la province de l'Ontario, concernant l'imposition des régimes de soins médicaux, dentaires et ophtalmologiques financés par les employeurs, présentée par l'honorable député de St. Catharines (M. Reid) le lundi 12 juillet 1982, et qu'il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement, quant à sa forme.

Madame le Président fait savoir à la Chambre que le greffier a déposé sur le Bureau le trois cent deuxième rapport du greffier des pétitions, qui fait connaître qu'il a examiné la pétition signée par des membres du Tabernacle de la Pentecôte de Port Colborne, dans la province de l'Ontario, concernant le Bill C-10, Loi régissant les sociétés canadiennes sans but lucratif, présentée par l'honorable député d'Érié (M. Fretz) le lundi 12 juillet 1982, et qu'il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement, quant à sa forme.

En conformité des dispositions du paragraphe (4) de l'article 39 du Règlement, les deux questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 4343—*M. Howie*

Au cours des années financières terminées le 31 mars (a) 1981, (b) 1982, le ministère de la Justice a-t-il retenu les services d'avocats du secteur privé au Nouveau-Brunswick et, le cas échéant et dans chaque cas, (i) quel était leur nom (ii) quels honoraires ont été versés?—Document parlementaire n° 321-2/4343.

N° 4350—*M. Crouse*

Au cours des années financières terminées le 31 mars (a) 1981, (b) 1982, le ministère de la Justice a-t-il retenu les services d'avocats du secteur privé en Nouvelle-Écosse et, le cas échéant et dans chaque cas, (i) quel était leur nom (ii) quels honoraires ont été versés?—Document parlementaire n° 321-2/4350.

M. Smith, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Johnston, appuyé par M. Ouellet,—Que le Bill C-124, Loi concernant les rémunérations dans le secteur public du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Le débat se poursuit;